



LES ENTREPRISES AGRICOLES URBAINES AU QUÉBEC

IMPACT ÉCONOMIQUE ET POTENTIEL
DE DÉVELOPPEMENT

Avril 2020

Document produit par le Carrefour de recherche, d'expertise et de transfert en agriculture urbaine (CRETAU)

Le Carrefour de recherche, d'expertise et de transfert en agriculture urbaine (CRETAU) est porté par le Laboratoire sur l'agriculture urbaine (AU/LAB). AU/LAB est un espace de recherche, de formation, d'innovation et d'intervention permettant la collaboration entre professionnels(les), citoyens(nes), chercheurs(es), décideurs(ses) et entrepreneurs(es) sur les thèmes de l'agriculture urbaine et de l'alimentation. Organisme à but non lucratif, le laboratoire est un lieu d'action et de réflexion national et international sur l'urbanité et l'alimentation. S'appuyant sur une large expertise et plus de 10 ans d'expérience, AU/LAB assure l'émergence de propositions, d'initiatives et d'entreprises portant autant sur la production et la transformation que sur la distribution et la mise en marché de l'agriculture urbaine. Le laboratoire agit dans une perspective de participation au développement d'un système alimentaire urbain, d'un urbanisme viable et d'une économie circulaire au sein des villes.



200 Sherbrooke Ouest, local SH-3705
Montréal, Québec
H2X 1X5
cretau.ca

Recherche

Djamila Kasmi, conseillère économique, Carrefour de recherche, d'expertise et de transfert en agriculture urbaine (CRETAU)

Anne-Marie Bernier, conseillère scientifique, Carrefour de recherche, d'expertise et de transfert en agriculture urbaine (CRETAU)

Marie-Josée Vézina, agronome, coordonnatrice recherche et accompagnement agronomique, Carrefour de recherche, d'expertise et de transfert en agriculture urbaine (CRETAU)

Analyse et rédaction

Djamila Kasmi, conseillère économique, Carrefour de recherche, d'expertise et de transfert en agriculture urbaine (CRETAU)

Éric Duchemin, directeur scientifique et formation, Carrefour de recherche, d'expertise et de transfert en agriculture urbaine (CRETAU)

Direction de la recherche

Éric Duchemin, directeur scientifique et formation, Carrefour de recherche, d'expertise et de transfert en agriculture urbaine (CRETAU)

Julien Martin, Professeur, Département des sciences économiques, Université du Québec à Montréal (UQAM)

Pour citer ce texte

Kasmi, D., E. Duchemin et J. Martin (2020). Les entreprises agricoles urbaines au Québec : impact économique et potentiel de développement en emplois et revenus. Laboratoire sur l'agriculture urbaine/Carrefour de recherche, d'expertise et de transfert en agriculture urbaine. 37 p.

Remerciements

L'équipe tient à remercier les 35 producteurs urbains, ainsi que les fournisseurs de services-conseils qui ont généreusement participé à l'étude. Nous tenons à remercier Mohammed Boudache pour le traitement des données des entreprises agricoles urbaines dans la base de données du MAPAQ. Nous tenons aussi à remercier Mitacs et ses bailleurs de fonds qui ont contribué au financement de cette étude.

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE

INTRODUCTION

LES ENTREPRISES AGRICOLES URBAINES AU QUÉBEC

Dans des créneaux en émergence et dans des filières innovantes

DÉFINITION ÉCONOMIQUE DE L'EXPLOITATION AGRICOLE URBAINE

LES ENTREPRISES AGRICOLES URBAINES DE L'ENQUÊTE

Caractéristiques des entreprises enquêtées

Nombre d'emplois dans les entreprises agricoles urbaine enquêtées

Les revenus des entreprises agricoles urbaine enquêtées

Les dépenses des entreprises agricoles urbaine enquêtées

LES ENTREPRISES AGRICOLES URBAINES AU QUÉBEC : IMPACT ÉCONOMIQUE

Revenus générés

Emplois générés

COMPARAISON AVEC BRUXELLES-CAPITAL, FRANCE ET VANCOUVER

LES ENTREPRISES AGRICOLES URBAINES AU QUÉBEC : POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT
EN EMPLOIS ET REVENUS POUR 2025

Scénario de croissance 1 – projection basse

Scénario de croissance 2 - projection haute

FINANCEMENTS EN CAPITAL DE RISQUE À TRAVERS LE MONDE POUR LES FERMES
URBAINES

LES ENTREPRISES AGRICOLES URBAINES AU QUÉBEC

IMPACT ÉCONOMIQUE ET POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT

SOMMAIRE

On trouve au Québec 721 entreprises agricoles situées en périmètre urbain et hors de la zone agricole¹. Celles-ci sont considérées comme des entreprises agricoles urbaines, et représentent 45% des entreprises agricoles québécoises situées en périmètre urbain. Les autres 851 entreprises agricoles situés en périmètre urbain sont en zone agricole.

Ces entreprises agricoles urbaines du Québec sont situées à 40% dans la grande région métropolitaine de Montréal², tandis que la grande région de Québec en accueille 18%. La région du Centre du Québec est l'autre région administrative où on trouve de nombreuses entreprises agricoles urbaines avec 8% des entreprises agricoles urbaines du Québec.

Entre 2015 et 2019, le nombre d'entreprises agricoles urbaines a diminué de 8%, sauf pour région Montréal-Laval-Lanaudière où le nombre d'entreprises a augmenté de 25% au total, dont de 82% à Montréal.

Créneaux en émergence et dans des filières innovantes

Au Québec on trouve aussi 72 entreprises agricoles urbaines en émergence, soit dans des créneaux de production en émergence (micropousses, maraîchage sur toit, champignons, aquaponie) ou dans des secteurs d'innovation (maraîchage en intérieur, aquaculture en intérieur). Ces entreprises établissent un maillage étroit avec les activités urbaines.

L'avènement des premières entreprises agricoles urbaines de ce type au Québec remonte aux années 1990 et leur nombre ne cesse de croître d'année en année avec un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 30% depuis le début des années 2000.

¹ Base de données du MAPAQ, données des entreprises enregistrées en 2019.

² Montérégie (21%), Montréal-Laval-Lanaudière (14%) et Laurentides (4%)

Revenus et emplois

Les 72 entreprises agricoles urbaines en émergence du Québec, considérées dans cette étude, généreraient un revenu de 17 029 260 \$ en 2019. L'ensemble des entreprises agricoles urbaines québécoises génèreraient quant à elle un revenu de 260 M\$. Ainsi, en moins 5 ans, les entreprises agricoles urbaines en émergence représentent 7% des revenus des entreprises agricoles urbaines du Québec.

Les 72 entreprises agricoles urbaines en émergence du Québec généraient 422 emplois directs et 196 emplois indirects pour un total de 618 emplois. À cela s'ajoute les 1009 emplois créés pour les exploitations urbaines identifiées dans la base de données du MAPAQ. Les entreprises agricoles urbaines du Québec généreraient ainsi un minimum de 1 431 emplois directs et indirects.

Les entreprises agricoles urbaines au Québec : potentiel de développement en emplois et revenus pour 2025

Les entreprises agricoles urbaines dans les créneaux de production en émergence et dans des secteurs innovants sont encore jeunes et recèlent un fort potentiel de développement. En outre, ce secteur est en croissance de plus de 30 % par an depuis 10 ans.

En se basant sur deux scénarios, on estime que le revenu des entreprises agricoles en émergence se situera entre 277 M\$ et 411 M\$ en 2025. Considérant que le revenu des 721 entreprises agricoles urbaines de la base de données du MAPAQ restera stable sur la même période, la part de ces entreprises agricoles sur l'ensemble du revenu généré dans ce secteur se situerait entre 14% et 70%.

En ce qui concerne, les emplois directs et indirects, il se créerait entre 3 728 emplois et 14 578 emplois dans ce secteur durant la même période.

Ces projections 2019-2025 vont dépendre des paramètres mis en place afin de soutenir l'écosystème économique de l'agriculture urbaine commerciale. Elles impliquent aussi que le marché des consommateurs n'atteindra pas un niveau de saturation. L'un des éléments clefs est aussi le développement d'une mise en marché diversifiée et des réseaux de distribution urbains solides pour ces entreprises agricoles.

La situation actuelle entourant la pandémie COVID19 illustre l'apport potentiel de la production en fruits et légumes de proximité dont dans les périmètres urbains. Les villes ont des ressources en énergie résiduelle (perte des bâtiments, serveurs, industrie, etc.), de la matière organique et de la main-d'œuvre dont pourraient bénéficier des projets agricoles urbains. Toutefois, cette même pandémie montre la faiblesse du réseau de distribution et de mise en marché du système alimentaire entourant les producteurs urbains. Nous devons en tirer des leçons.

URBAN AGRICULTURE ENTREPRISES IN QUEBEC

ECONOMIC IMPACT AND POTENTIAL FOR DEVELOPMENT

SUMMARY

In Quebec, there are 721 agricultural businesses located in urban areas and outside the agricultural zoning³. These are considered urban farms and represent 45% of Quebec agricultural businesses located in urban areas. The other 851, located in urban areas, are in agricultural zoning.

Forty percent of these 721 urban agriculture enterprises based in Quebec are located in the greater Montreal metropolitan area⁴, while the greater Quebec City region hosts 18% of them. Centre-du-Quebec is the other administrative region where there are numerous urban agriculture enterprises, with 8% of Quebec's urban agriculture enterprises.

Between 2015 and 2019, the number of urban agriculture businesses decreased by 8%, except for the Montreal-Laval-Lanaudiere region, where the number of businesses increased by 25% in total, including 82% in Montréal.

Emerging and innovative urban agricultural sectors

In Quebec, there are also 72 emerging urban agriculture businesses, either in emerging production sectors (micro-greens, rooftop farms, mushrooms, aquaponics, insects, etc.) or in innovation sectors (indoor farming, indoor aquaculture). These companies establish a close link with urban activities. This first study on economic impact and the potential of development of urban agriculture enterprises focuses on these urban farms.

The appearance of the first urban agriculture business of this type in Quebec dates back to the 1990s and yet the number continues to grow from year to year with an annual growth rate (CAGR) of 30% since the early 2000s.

Income and employment

The 72 emerging urban agriculture businesses in Quebec considered in this study generated revenues of \$ 17M in 2019, while all of Quebec's urban agriculture businesses

³ MAPAQ database, data regarding enterprises registered in 2019.

⁴ Montérégie (21%), Montréal-Laval-Lanaudière (14%) and Laurentides (4%)

generated revenues of \$ 260 million. Thus, in less than 5 years, emerging urban agriculture businesses represent 7% of the revenues of urban agriculture businesses in Quebec.

The 72 emerging urban agricultural businesses in Quebec generated 422 direct jobs and 202 indirect jobs for a total of 624 jobs, while the 721 urban agricultural businesses in Quebec generated approximately 1,431 direct and indirect jobs.

Urban agriculture businesses in Quebec: potential for job and income development for 2025

Urban agriculture enterprises in emerging production and in innovative sectors are still young and show great development potential. Indeed, this sector has been growing by more than 30% per year for the past 10 years.

Based on two scenarios, we estimate that the revenue of emerging urban agriculture businesses will be between \$ 33.6 million and \$ 168 million by 2025. Among the urban agricultural businesses producing crops that were identified in the MAPAQ's database, we consider that their revenue growth will remain stable over the same period, the share of these agricultural enterprises in the total revenue generated in this sector would be between 12% (scenario 1) and 60% (scenario 2) in 2025.

Concerning the direct and indirect jobs, a total of 2,719 jobs and 13,596 jobs would be created in this sector during the same period.

These 2019-2025 projections will depend on the established parameters to support the economic ecosystem of commercial urban agriculture. They also imply that the consumer market will not reach a saturation level. One of the key elements is also the development of diversified commercialization and solid urban distribution networks for these agricultural enterprises. The current situation surrounding the COVID19 pandemic illustrates the potential contribution of local fruit and vegetable production, including in urban areas. Cities have residual energy resources (loss from buildings, servers, industry, etc.), organic matter, and labor that could benefit from urban agricultural projects. However, this same pandemic shows the weaknesses of the food distribution system and commercialization network surrounding urban producers. We can learn from it.

INTRODUCTION

L'agriculture urbaine commerciale a pris un essor particulier au Québec à partir de la fin des années 2000. Cet essor s'appuie sur la volonté de jeunes entrepreneurs agricoles de contribuer aux besoins alimentaires urbains dans des quartiers, mais aussi d'être des acteurs de la transformation environnementale des villes. Des études sur l'agriculture urbaine dans des villes comme Vancouver, Paris ou Bruxelles ont souligné l'importance grandissante de l'agriculture urbaine professionnelle^{5,6,7}.

Durant les dernières années différentes stratégies et politiques québécoises ont favorisé le développement de l'agriculture urbaine. En 2017, le gouvernement du Québec lançait la première *Stratégie de soutien de l'agriculture urbaine*, tandis qu'il publiait en 2018 la *Politique bioalimentaire 2018-2025 - Alimenter notre monde*. Le développement des entreprises agricoles urbaines s'est fait en parallèle avec le développement de la législation. Elle a aussi suivi l'implication croissante des services économiques municipaux dans le soutien de celles-ci, ou encore les modifications réglementaires des plans d'urbanisme par de nombreuses villes, afin de mettre en place des environnements favorables à l'insertion des activités agricoles en zone urbaine.

La présente étude réalise un premier portrait économique des entreprises agricoles urbaines. A notre connaissance, cette étude montre pour la première fois l'importance économique des exploitations agricoles, tant au niveau des revenus générés que du nombre d'emplois. L'étude se base sur des études effectuées dans les derniers trois ans par le Carrefour de recherche, d'expertise et de transfert en agriculture urbaine (CRETAU), dont les portraits 2018 et 2019 de l'écosystème des entreprises en agriculture urbaine du Québec et une large étude auprès des producteurs (plus de 50% de ceux-ci).

L'étude révèle que l'agriculture urbaine commerciale est bien ancrée dans l'écosystème québécois, en atteste l'évolution croissante et continue du nombre d'exploitations (taux de 30% durant les 10 dernières années), dont certaines sont considérées et citées comme référence à l'échelle mondiale. Les exploitations se caractérisent également par une diversification de la production avec une gamme de produits variée, favorisée par

⁵ Vancouver Urban Farming Census 2014 to 2016.

⁶ Une agriculture urbaine à Paris. Éléments de réflexion en quelques chiffres. Apur (Atelier Parisien d'Urbanisme). Note n° 113. Février 2017

⁷ Boutsen Raphaël, Maughan Noémie & Visser Marjolein (2018): « Evaluation de la production agricole primaire professionnelle en Région de Bruxelles Capitale. Laboratoire d'Agroécologie de l'ULB.

l'introduction de nouvelles techniques et formes de culture et d'élevage avec une tendance vers la production en intérieur depuis 5 ans.

À la faveur de cette diversification, les exploitations contribuent à la satisfaction des besoins de la population en produits frais en recourant à des circuits de distribution courts.

En termes d'emploi, l'étude met en exergue que, toutes proportions gardées, l'agriculture urbaine commerciale contribue davantage à la création d'emplois directs et indirects avec un taux largement supérieur à la moyenne du secteur agricole.

Enfin, les exploitations ont adopté des modèles d'affaires et de production écoresponsables ou en économie circulaire. Dans ce cadre, elles mettent à profit les résultats de la recherche dans ce domaine en tissant de fortes relations avec les associations, groupes, centres, laboratoires de recherche concernés par le développement de l'agriculture d'une manière générale et de l'agriculture urbaine en particulier, ou en réalisant eux même des activités de R&D.

Ces exploitations recèlent un réel potentiel de développement et participent fortement à la concrétisation des objectifs inscrits dans la Politique bioalimentaire 2018-2025 du gouvernement du Québec.

LES ENTREPRISES AGRICOLES URBAINES AU QUÉBEC

On trouve au Québec 721 entreprises agricoles situées en périmètre urbain et hors de la zone agricole⁸. Celles-ci sont considérées comme des entreprises urbaines, et représente 45% des entreprises agricoles québécoises situées en périmètre urbain. Les 851 autres entreprises étant en zone agricole.

Les entreprises agricoles urbaines du Québec sont situées à 40% dans la grande région métropolitaine de Montréal⁹, tandis que la grande région de Québec accueille 18% de celles-ci. La région Centre du Québec est l'autre région où on trouve de nombreuses entreprises agricoles urbaines, avec 8% des entreprises agricoles urbaines du Québec.

Entre 2015 et 2019, le nombre d'entreprises agricoles urbaines a diminué de 8%, passant de 780 entreprises agricoles à 721, avec des diminutions de 20% à 30 % dans les régions du Bas Saint-Laurent, de l'Estrie, la Montérégie et l'Outaouais. Cette diminution n'est toutefois pas observée dans la région Montréal-Laval-Lanaudière où le nombre d'entreprises a augmenté de 25% dans l'ensemble de la région, dont de 82% à Montréal (9 nouvelles entreprises enregistrées au MAPAQ) et 50% à Laval (11 nouvelles entreprises enregistrées au MAPAQ).

Au niveau des superficies en culture, les principaux types de production végétale sont les céréales, oléagineux, légumineuses et autres grains (33%), les fourrages (26%) et les boisées et plantations forestières (16%). Les entreprises de légumes frais et cultures abritées représentent moins de 2% et 0,4% des superficies de productions urbaines. Toutefois, elles représentent respectivement 15% et 16% des revenus totaux de la production des entreprises urbaines en production végétale.

Les entreprises agricoles urbaines du Québec en production végétale avaient un revenu agricole de 234 millions de dollars en 2019, soit environ 8% du revenu de l'ensemble des entreprises agricoles végétales du Québec. Au niveau du revenu, les principales productions sont les céréales, oléagineux, légumineuses et autres grains (39,9%), les cultures abritées (15,9%) et le légume marché frais (14,9%) (Tableau 1). En incluant la culture ornementale, ces quatre types de production végétale regroupent 80% des revenus des entreprises agricoles urbaines du Québec.

⁸ Base de données du MAPAQ, données des entreprises enregistrées en 2019.

⁹ Montérégie (21%), Montréal-Laval-Lanaudière (14%) et Laurentides (4%)

En 5 ans, entre 2015 et 2019, leur revenu agricole a augmenté de 20%. Cette augmentation est particulièrement attribuable aux céréales, oléagineux, légumineuses et autres grains (50%), les cultures abritées (20%) et à la culture de Pomme de terre (11%) et des Fruits vergers (11%). Les revenus issus de la production de Légumes de marché frais a quant à eux diminué de 7% durant la même période.

Tableau 1. Revenu des 721 entreprises agricoles urbaines en production végétale du registre du MAPAQ.

Types de production	Revenus	%
Céréales, oléagineux, légumineuses et autres grains	96 985 146,44 \$	39,9%
Cultures abritées	38 541 195,61 \$	15,9%
Légumes marché frais	36 228 936,60 \$	14,9%
Horticulture ornementale	22 335 381,87 \$	9,2%
Pommes de terre	13 944 565,87 \$	5,7%
Autres fruits	12 649 206,22 \$	5,2%
Érablière	5 784 245,18 \$	2,4%
Fruit verger	6 669 528,37 \$	2,7%
Fourrage	3 581 156,94 \$	1,5%
Légumes de transformation	2 086 198,59 \$	0,9%
Bleuets nains	2 294 630,26 \$	0,9%
Canneberges	584 282,00 \$	0,2%
Champignons	15 058,00 \$	0,01%
Autres revenus	1 390 726,86 \$	0,6%
Total	243 090 258,81 \$	

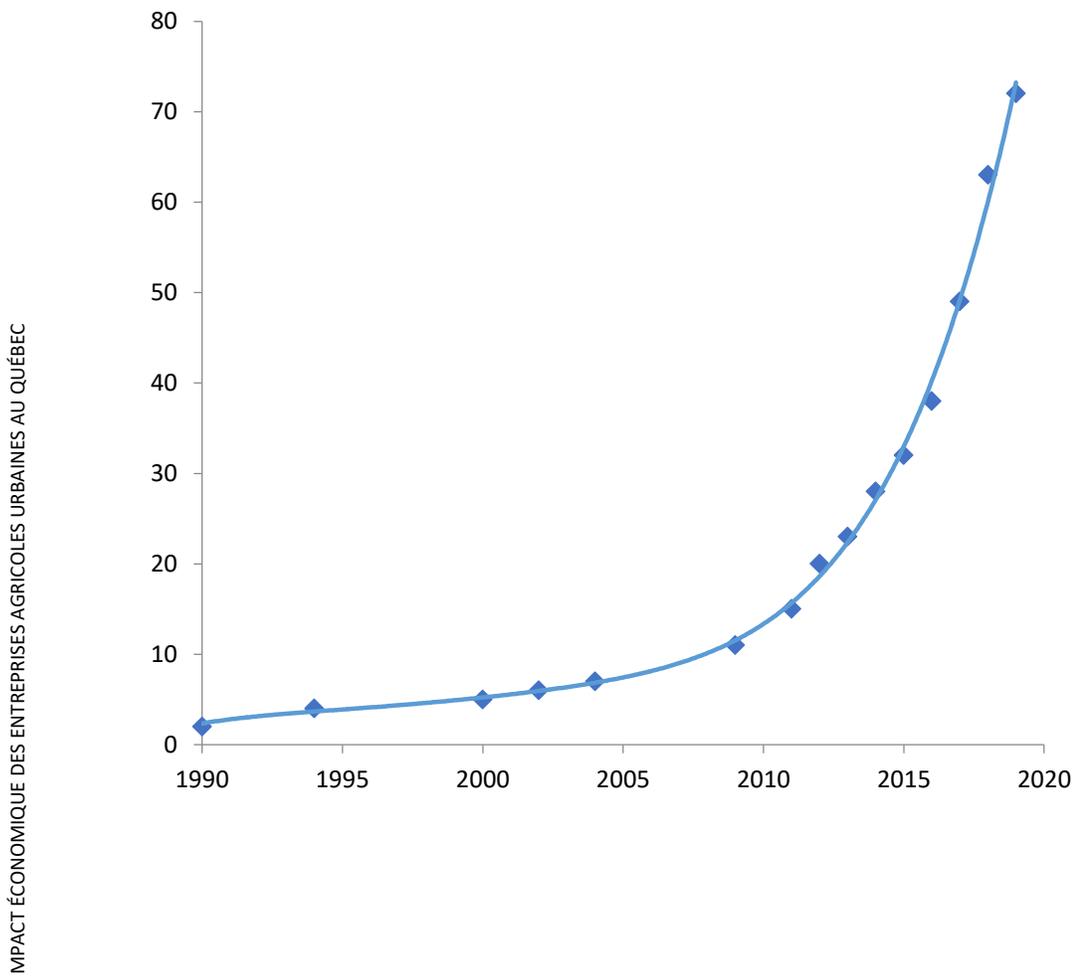
Au sein des entreprises agricoles urbaines, on retrouve, au Québec, 72 entreprises agricoles qui portent des créneaux de production en émergence, typique du monde urbain (champignons, micropousses, fermes maraichères sur toit, serres sur toit, ferme hydroponique en intérieur, etc.) et avec un maillage étroit avec les activités urbaines. Notre étude économique porte particulièrement sur ces 72 entreprises agricoles urbaines, auxquels nous avons ajouté les données disponibles des 721 exploitations agricoles urbaines du Québec enregistrées au MAPAQ.

Dans le cadre de cette étude sur l'apport économique nous nous intéresserons aussi plus particulièrement à ces entreprises, car elles exploitent des unités de production dans des secteurs en croissance rapide depuis 20 ans, mais particulièrement dans les derniers années, et ce, autant au Québec, qu'aux États-Unis.

Dans des créneaux en émergence et dans des filières innovantes

L'avènement des premières entreprises agricoles urbaines au Québec remonte aux années 1990 et à ce titre, le Québec est considéré comme un pionnier. Depuis, leur nombre ne cesse de croître d'année en année avec un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 30% à partir des années 2000.

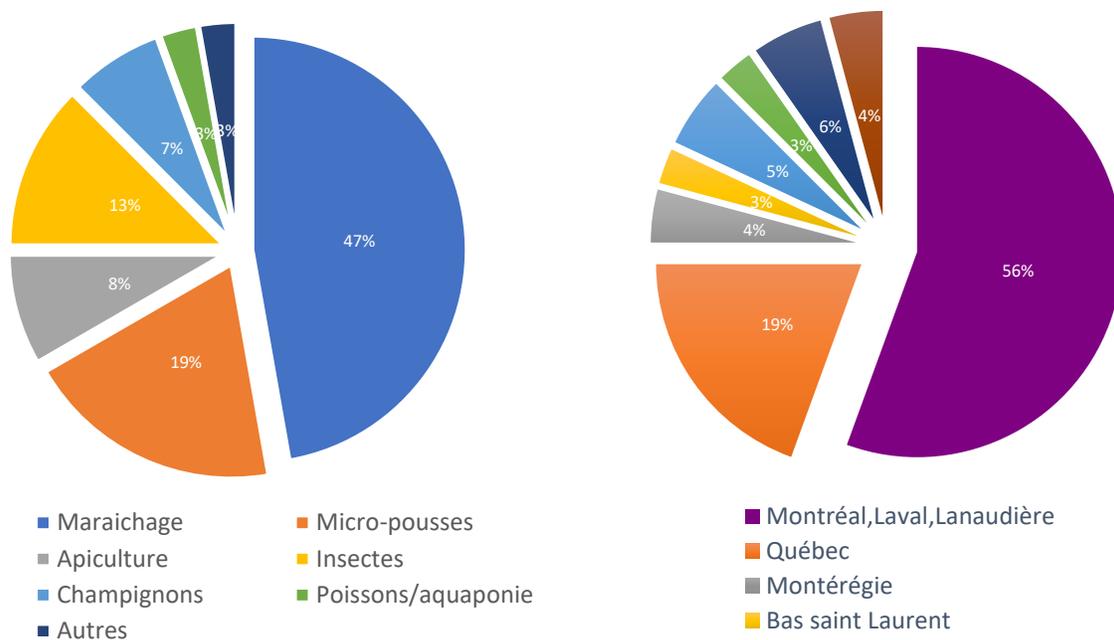
Figure 1. Évolution du nombre d'entreprises agricoles urbaines au Québec dans des créneaux en émergence et dans des secteurs innovants.



Ce sont des exploitations maraîchères (47% des exploitations), de micropousses (19%), de champignons (7%) et des exploitations animales : insectes (13%), apiculture (8%) et aquaculture (3%).

Si la majorité des exploitations est encore concentrée dans la région de Montréal, Laval, Lanaudière, avec 55% du total des exploitations, la région de Québec suit avec 19% des exploitations québécoises. Toutefois, ce type d'exploitations connaît un engouement en Mauricie, en Estrie, en Outaouais, en Montérégie, à Saguenay et au Bas-Saint-Laurent.

Figure 2. Répartition des entreprises agricoles urbaines au Québec dans des créneaux en émergence et dans des secteurs innovants, par région et par type de produits.



En matière de modèle d'affaires, la majorité des 72 entreprises agricoles urbaines de l'étude tirent leur revenu à 65% de la production. Les entreprises avec un modèle d'affaires mixte représentent 15% du total, de services 15% et autres 5%. Les services connexes à l'activité agricole urbaine offerts par ces exploitations comprennent : la R&D, la formation, les services/conseils, la mise en place et la gestion de jardins, l'aménagement paysager, la location de matériel (ruches etc.), la distribution d'équipements, etc.

Ces services sont essentiellement rendus nécessaires du fait des nouvelles techniques utilisées souvent par cette activité émergente en milieu urbain. Cependant, afin d'optimiser le processus de création de valeur, elles recourent presque toutes au mode de commercialisation en circuit court. En outre, certaines exploitations se caractérisent par une forme d'intégration vers l'aval en allant de la production végétale ou animale à la distribution en passant par la transformation de produits.

DÉFINITION ÉCONOMIQUE DE L'EXPLOITATION AGRICOLE URBAINE

Exploitation agricole

Selon le *Règlement sur l'enregistrement des exploitations agricoles et sur le paiement des taxes foncières et des compensations* issus de la *Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec*, une exploitation agricole se définit comme : « **une entreprise qui réunit en une même unité économique et comptable des capitaux et des facteurs élémentaires de production pour en tirer un produit agricole destiné à la vente.** »

Plus encore, afin d'être considéré comme exploitant agricole, la *loi sur les producteurs agricoles* exige un seuil minimum de vente brute de 5000\$ issus de produits agricoles provenant de l'exploitation.

Urbanité

De son côté, la notion d'urbanité est certainement celle avec le moins de fondement juridique au Québec. La *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme du Québec* définit l'« urbain » comme un : « **territoire situé à l'intérieur d'un périmètre d'urbanisation et dédié à une variété de fonctions urbaines.** ». Dans les grandes communautés métropolitaines (ex : Communauté métropolitaine de Montréal), le périmètre urbain se définit par son opposition à la zone agricole permanente; l'exploitation agricole urbaine peut donc se définir comme toute entreprise agricole située en zone blanche. Cela étant dit, dans les périmètres urbains des petites et moyennes municipalités, la distinction est beaucoup moins précise et il devient difficile de définir la question d'urbanité. Par contre, les entreprises agricoles ayant leur activité en zone blanche ont tous en commun le fait que leur activité est régie non pas par la *Loi sur la protection du territoire agricole du Québec*, mais par la *Loi sur les cités et villes* et l'ensemble des règlements municipaux et plans d'urbanisme locaux qui en découlent.

Pour les fins du présent exercice, nous retiendrons que l'urbanité est définie comme les territoires aménagés sous forme de ville hors de la zone agricole permanente.

Définition de l'exploitation agricole urbaine

Ainsi, afin qu'une exploitation agricole soit considérée comme urbaine, elle doit être :

Une entreprise qui réunit en une même unité économique et comptable des capitaux et des facteurs élémentaires de production en zone blanche pour en tirer un produit agricole destiné à la vente d'une valeur minimale brute de 5000\$, ou avec la volonté d'atteindre ce seuil dans un horizon temporel de quelques années.

Nomenclature pour différencier les entreprises agricoles urbaines

Le développement rapide des projets de fermes urbaines au Québec, au Canada, aux États-Unis ou encore en Europe, s'accompagne d'une diversification croissante des modèles permettant la viabilité économique des projets. Ainsi, en plus d'être des producteurs agricoles, les agriculteurs urbains sont aussi des distributeurs, des transformateurs, des entreprises de services et de conseil et même des entreprises vendant du matériel. Cette diversification s'inscrit dans une tendance lourde de l'agriculture au Québec et est certainement encore davantage présente en ville dans le contexte difficile pour les producteurs agricoles urbains devant relever de nombreux défis dont celui du coût élevé du foncier et des infrastructures.

Cette diversification donne une nomenclature regroupant 6 formes économiques d'exploitations agricoles (Tableau 1).

Tableau 1. Nomenclature pour les entreprises agricoles urbaines

Type d'entreprises	Caractéristiques
Entreprise agricole urbaine axée sur la production	Entreprise agricole dont plus de 60% des revenus sont liés à la vente de produits agricoles provenant de la production d'une même unité comptable et ayant un revenu minimal de vente de 5000\$.
Entreprise agricole urbaine axée sur la distribution	Entreprise agricole dont plus de 60% des revenus sont liés à la vente de produits provenant d'unités comptables extérieurs tout en ayant un minimum de revenus de vente de 5 000\$ issus de sa propre production.
Entreprise agricole urbaine axée sur la transformation	Entreprise agricole dont + de 60% des revenus sont liés à la vente de produits transformés et ayant un minimum de revenus de vente de 5 000\$ issus de sa production.
Entreprise agricole urbaine axée sur la prestation de service	Entreprise agricole dont + de 60% des revenus sont liés à la vente de service en agriculture urbaine et ayant un minimum de revenus de vente de 5 000\$ issus de sa propre production.
Entreprise agricole urbaine axée sur la vente de matériel	Entreprise agricole dont + de 60% des revenus sont liés à la vente de matériel d'agriculture urbaine et ayant un minimum de revenus de vente de 5 000\$ issus de sa propre production.
Entreprise agricole urbaine mixte	Entreprise agricole n'atteignant pas 60% de ses revenus dans l'une ou l'autre des catégories (production, distribution, transformation, service et vente de matériel), mais ayant un minimum de revenus de vente de 5 000\$ issus de sa propre production.

LES ENTREPRISE AGRICOLES URBAINES DE L'ENQUÊTE

Les données collectées dans le cadre de cette étude porte spécifiquement sur 35 des 72 entreprises agricoles urbaines répertoriées dans le portrait 2019 de l'agriculture urbaine commerciale au Québec (Tableau 2). Les données récoltées auprès de ces 35 entreprises agricoles ont permis, non seulement d'étendre l'analyse à d'autres agrégats quantitatifs comme l'emploi, mais également de l'approfondir par des données qualitatives. En bref, ces 35 exploitations ont généré 300 emplois dont 48% à temps plein, ont fait participer 257 bénévoles à leur activité et réalisent des chiffres d'affaire allant de 5000\$ à plus de 500 000\$ chacune.

Les exploitations spécialisées dans la production végétale sont très présente dans le secteur des entreprises agricoles urbaines. Cela se dénote aussi dans l'échantillon de l'étude car elle représente 77% des entreprises agricoles urbaines enquêtées. Quant à l'élevage (insectes, aquaculture et apiculture), elle est pratiquée par 23% des exploitations, soit 8 exploitations.

Ces 35 entreprises agricoles génèrent un revenu annuel de 8,6 M\$.

Tableau 2. Caractéristiques des entreprises de l'enquête économique

	Nombre d'entreprise de l'échantillon	Emplois	Bénévoles	Revenus
Serre sur toit ¹	1	60	--	1 500 000 \$
Maraîchage intérieure	6	34	---	1 300 000 \$
Maraîchage au sol	5	105	229	1 117 500 \$
Maraîchage sur toit	3	10	---	1 100 000\$
Micropousses	7	25	---	1 030 000 \$
Champignonnière	5	28	---	765 000\$
Aquaculture	2	5	---	600 000 \$
Insectes	4	21	---	630 000 \$
Apiculture	2	14	---	600 000 \$
Total	35	302	257	8 642 500\$

Notre : ¹ Ici nous avons fait un estimé des données économique puisqu'il existe une seule entreprises agricole urbaine produisant en serres sur toit. Les données pour l'estimation des revenus sont issus du de l'étude *La serriculture sur les toits en milieu urbain : perspectives de développement dans le contexte québécois* (2013) et sur Serres Miron : Étude de pré faisabilité (2019).

Caractéristiques des entreprises enquêtées

27 des 35 entreprises agricoles enquêtées sont des exploitations en production végétale : il y a 15 entreprises maraîchères, dont 5 en production en intérieur, 7 entreprises de micropousses et 5 champignonnières. Quant à la production d'élevage, on distingue les produits d'apiculture fournis par 2 exploitations, l'élevage d'insectes réalisé par 4 exploitations et l'aquaculture/aquaponie fait par 2 exploitations dont l'une est en phase de démarrage.

Dans le cadre de l'étude, plus de 74 % des exploitations enquêtées sont inscrites au MAPAQ. Les autres sont en démarrage et ne sont, par conséquent, pas encore enregistrées ou en démarche d'enregistrement. Parmi celles enregistrées, 71 % le sont en tant qu'exploitant, les autres le sont comme bénéficiaire. Au total, ce sont presque 30 % des exploitations qui bénéficient de subventions dans le cadre des programmes du MAPAQ.

Les entreprises urbaines commerciales enquêtées qui sont propriétaires de leur espace d'exploitation représentent moins de 17 % du total, alors que plus de 71 % ont recours à de la location d'espaces. 11 % bénéficient gratuitement des espaces à des fins de production agricole, sous différentes formes d'entente. Ce sont très majoritairement des entreprises d'économie sociale.

Nombre d'emplois dans les entreprises agricoles urbaine enquêtées

Les entreprises agricoles urbaines emploient environ 560 travailleurs toutes catégories confondues (y compris les bénévoles)¹⁰. Le taux d'emploi à temps plein est de 55% et de 40 % à temps partiel. Les saisonniers représentent 11% de l'emploi, sans les bénévoles. Cependant, s'il semble dans l'échantillon que les exploitations recourent massivement aux bénévoles qui représentent, à eux seuls, 46 % de l'emploi total, c'est avant tout le résultat d'une entreprise agricole de l'étude qui a plus de 200 bénévoles annuellement pour ses activités. En moyenne, les 12 entreprises agricoles urbaines utilisant le bénévolat pour ses activités, enregistrent 7 bénévoles par année. C'est très largement le maraichage qui fait appel à des bénévoles.

¹⁰ 34 entreprises sur les 35 ont répondu à cette question)

En faisant abstraction des bénévoles, ce sont 302 emplois qui sont créés pour les 35 entreprises agricoles urbaines étudiées. Cependant, ces emplois ne sont pas répartis de façon homogène entre les exploitations. En effet, la moyenne est de 9 travailleurs par exploitation, alors que la médiane est de 4 travailleurs. En ce qui concerne l'emploi à temps plein, la majorité des exploitations, soit près de 79 % d'entre elles, utilisent moins de 5 travailleurs chacune alors que les autres (21%) emploient entre 10 et 60 travailleurs (2 entreprises dans ce dernier cas). De telles données correspondent à ce qui est observé dans le cadre du programme Parisculteurs où les projets créés en moyenne 4 emplois par exploitation.¹¹

Pour l'emploi à temps partiel, 85% des exploitations emploient moins de 5 travailleurs chacune et les autres (15%) emploient surtout entre 5 et 10 travailleurs, un seul cas emploie 54 travailleurs à temps partiel.

Tableau 3. Répartition de l'emploi par catégorie.

Type d'emploi	Nombre d'emplois	Taux d'emploi	Part des exploitations	
			Nombre	En %
Temps plein	165	55%	31	91%
Temps partiel	102	40%	22	64%
Saisonniers	35	11%	12	35%
Total sans bénévoles	302	100%		
Bénévoles	257	46%		
Total avec bénévoles	559			

L'emploi à temps plein représente 55% de l'emploi total avec une répartition variant de 36% à 60% selon le type de production. La production d'insectes étant le type de production employant le moins d'employés en temps partiel, pour les entreprises étudiées.

Le rapport emplois/nombre d'exploitations varie de 2,5 à près de 10 emplois par exploitation, l'horticulture générant le plus d'emplois en équivalent temps plein par exploitation.

¹¹ Les chiffres clés de la saison 3 des Parisculteurs : <https://www.paris.fr/pages/pariculteurs-saison-3-decouvrez-les-32-nouveaux-sites-a-cultiver-6430>

Un lien semble s'établir entre le nombre d'exploitations et les emplois créés. En effet, les micro-exploitations génèrent, certes, relativement peu d'emplois, mais leur multiplication permet d'en créer davantage. Toutefois, bien que la recherche de productivité et de rentabilité pousse ces exploitations à la réduction des coûts dont ceux de la main d'œuvre qui constituent plus de 30% de leurs dépenses totales, le calcul du rapport entre le nombre d'emplois (temps plein) et le nombre d'exploitations donne un ratio de 5 pour ces exploitations urbaines commerciales, alors que cet indicateur est à peine égal à 2 pour le secteur agricole québécois.

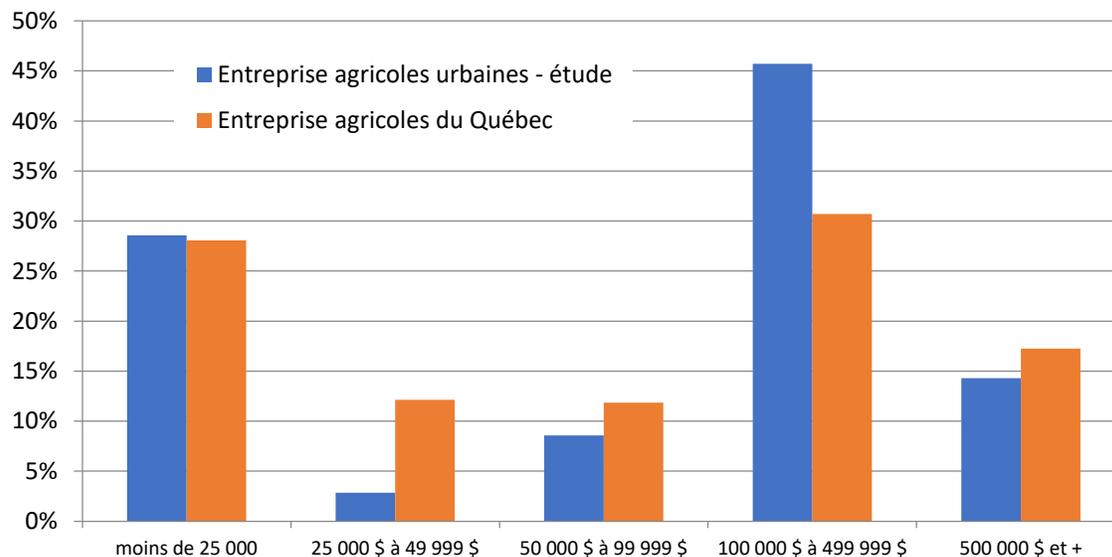
Tableau 4. Nombre d'exploitations par type de produits et emploi direct des exploitations enquêtées.

	Horticulture	Élevage			Total
	Maraichage, micropousses et champignons	Insectes	Apiculture	Aquaculture	
Nombre d'exploitations	27	4	2	2	35
Emploi total exploitations enquêtées	262	21	14	5	302
Emploi temps plein	143	14	5	3	165
Emploi temps plein/emploi total en %	54%	67%	36%	50%	55%

Les revenus des entreprises agricoles urbaine enquêtées

Les résultats de l'enquête montrent que 46% des exploitations, soit 16 sur les 35 exploitations, ont un revenu relativement important (compris entre 100 000\$ et 499 999\$). Celles qui génèrent des revenus supérieurs à 500 000\$ représentent 14%, soit 5 exploitations, et celles dont les revenus sont inférieurs à 25 000\$ représentent 28% des entreprises agricoles enquêtées. Pour ces dernières, il s'agit, pour la grande majorité, de nouvelles exploitations en phase de démarrage qui sont au début de l'exploitation.

Figure 3. Répartition des exploitations selon les revenus.



Comparativement aux entreprises agricoles québécoises, on constate qu'un nombre plus important des entreprises agricoles urbaines enquêtées sont dans la fourchette entre 100 000 et 499 999\$ de revenu agricole, 46% au lieu de 30% (figure 3). L'autre différence se situe dans les entreprises réalisant des revenus entre 25 000\$ et 99 999\$, 11% contre 24%. En revanche, pour les entreprises agricoles réalisant des revenus de moins de 25 000\$ et de plus de 500 000\$, notre échantillon est comparable au portrait québécois. Globalement, ces exploitations génèrent plus de 8,6 millions de dollars de chiffres d'affaires.

Tableau 5. Revenus des exploitations enquêtées par type de produits.

	Horticulture	Élevage			Total
	Maraichage, micropousses et champignons	Insectes	Apiculture	Aquaculture	
Exploitations enquêtées	27	4	2	2	35
Revenus exploitations enquêtées ¹	6 812 500 \$	630 000 \$	600 000 \$	600 000 \$	8 642 500\$

Notes : ¹Revenus calculés pour les seules 34/35 exploitations ayant répondu, ²Revenus calculés sur la base du total des centres de classes des revenus par produits des exploitations

Pour la majorité de ces entreprises, la principale source de revenus est l'activité agricole. 69% des entreprises enquêtées tirent leurs revenus essentiellement de la production. Parmi ces dernières, 60% ont un revenu constitué entièrement de la production, tandis que les autres obtenaient aussi un revenu d'activités de services (installations de projets, conseils, activités de restaurations, etc.).

14% des entreprises enquêtées ont des activités mixtes : production agricole et services connexes. Les services se déclinent en diverses activités comprenant la formation, la R&D, l'installation de jardins et de murs, l'entretien, l'aménagement d'espaces, la distribution et autres formes de services connexes. Ces activités leur permettent non seulement de dégager des compléments de revenus mais également d'entretenir des relations avec d'autres acteurs en amont et en aval de l'écosystème agricole urbain.

Par ailleurs, une analyse par région laisse apparaître que les entreprises agricoles urbaines de Montréal génèrent des revenus très disparates avec une étendue allant de moins de 5 000\$ à plus de 1 500 000 \$. Ainsi, parmi les 20 entreprises de cette région, 55% génèrent des revenus se situant dans l'intervalle médian 100 000-499 999\$, alors que 15% ont des revenus de plus de 500 000\$ et les autres entreprises (30%) ont des revenus compris entre moins de 5 000\$ et 99 999\$. Cette distribution se démarque largement du portrait québécois, et s'explique fort possiblement par une maturité plus grande des entreprises agricoles urbaines de Montréal.

Les dépenses des entreprises agricoles urbaine enquêtées

Pour l'ensemble des entreprises enquêtées, les charges salariales représentent en moyenne 37% des charges totales de l'entreprise, tandis que les charges locatives en représentent 23%. L'importance des coûts locatifs s'expliquent par le fait que la majorité des exploitations (71%) ont recours des espaces locatifs pour leur exploitation. Les frais liés aux matières premières représentent en moyenne de 17% des dépenses, tandis que ceux liés au marketing 9%.

Par ailleurs, les dépenses d'équipement et d'installation représentant en moyenne 22% des dépenses totales. Elles constituent des dépenses en capital qui sont de nature à induire des charges d'amortissement non négligeables.

Tableau 6. Répartition de la moyenne des charges par nature.

Nature des charges	Main d'œuvre	Loyer	Équipement	Matières premières	Autres	Marketing
Moyennes	37%	23%	22%	17%	10%	8%

En termes d'optimisation des coûts, une caractéristique commune à toutes les entreprises enquêtées est le recours aux circuits courts de distribution (vente en ligne et vente directe), ce qui leur permet de réaliser des économies appréciables en matière de transport, de manutention et de conditionnement.

LES ENTREPRISES AGRICOLES URBAINES AU QUÉBEC : IMPACT ÉCONOMIQUE

Revenus générés

Les 35 entreprises agricoles urbaines enquêtées ont généré un revenu de 8 642 500\$ en 2019. Ce revenu était avant tout produit par les entreprises agricoles de production végétale (Tableau 2).

En prenant ses données et en les appliquant à l'ensemble des 72 entreprises agricoles urbaines du Québec, considérées dans cette étude, on estime que celles-ci généreraient un revenu de 17 029 260 \$¹².

Tableau 7. Revenu total estimé pour l'ensemble des exploitations par type de produits.

	Horticulture	Élevage			Total
	Maraichage, micro-pousses, champignons	Insectes	Apiculture	Poisson	
Total exploitations	55	9	6	2	72
Revenu moyen estimé	13 211 760 \$	1 417 500 \$	1 800 000 \$	600 000 \$	17 029 260 \$

Ainsi, les entreprises agricoles urbaines de production végétale de l'étude produisaient en 2019 un revenu correspondant à 5% de l'ensemble des revenus des entreprises agricoles urbaines en production végétale du Québec. Si on compare ces revenus avec les seules entreprises produisant les mêmes types de production, ce pourcentage atteint 18%. Bien que ce soit un jeune secteur agricole, en activité depuis environ 5 ans, on constate que les entreprises agricoles urbaines étudiées prennent une part grandissante dans les revenus générés par ce secteur de l'agriculture québécoise.

Les champignonnières de l'étude sont un exemple frappant cela. Celles-ci produisent un revenu agricole de 765 000\$ contre un revenu de moins de 20 000\$ pour les autres

¹² L'estimation a été faite par extrapolation des moyennes de revenus par type de produits des exploitations enquêtées. Pour les intervalles, il s'agit des moyennes des valeurs basses et des valeurs hautes des revenus des exploitations selon le type de produits.

champignonnières en périmètre urbain, selon les données du MAPAQ sur les entreprises agricoles urbaines du Québec.

Au total les entreprises agricoles urbaines québécoise génèreraient un revenu de plus de 260 M\$.

Emplois générés

Emplois directs

L'ensemble des entreprises agricoles urbaines considérées dans cette étude génère 422 emplois. À cela s'ajoute les 1009 emplois créés pour les exploitations urbaines identifiées dans la base de données du MAPAQ¹³. Les entreprises agricoles urbaines génèreraient ainsi 1431 emplois directs.

Le rapport emplois/nombre d'entreprises donne 8,6 emplois par entreprise, un résultat nettement supérieur à celui obtenu dans le secteur agricole québécois qui est de 2 emplois par entreprise. Toutefois, il faut noter que ce chiffre est grandement influencé par 2 entreprises qui cumulent plus de 60 employés chaque. Si on retire ces deux entreprises le ratio emplois/nombre d'entreprises est plutôt de 5.

Tableau 8. Emplois créés par les entreprises agricoles urbaines de l'étude.

	Nombre d'entreprises de l'échantillon	Emplois	Ratio emplois/entreprises	Nombre d'entreprises total	Emplois directs totaux
Serre sur toit ¹	1	60	60	1	60
Maraîchage intérieure	6	34	5,7	11	17
Maraîchage au sol ²	4	28	7	20	185 ³
Maraîchage sur toit	3	10	3,3	4	13
Micropousses	7	25	3,6	14	50
Champignonnière	5	28	5,6	5	28
Aquaculture	2	5	2,5	2	5
Insectes	4	21	5,25	9	22
Apiculture	2	14	7	6	42
Total	35	302		72	422

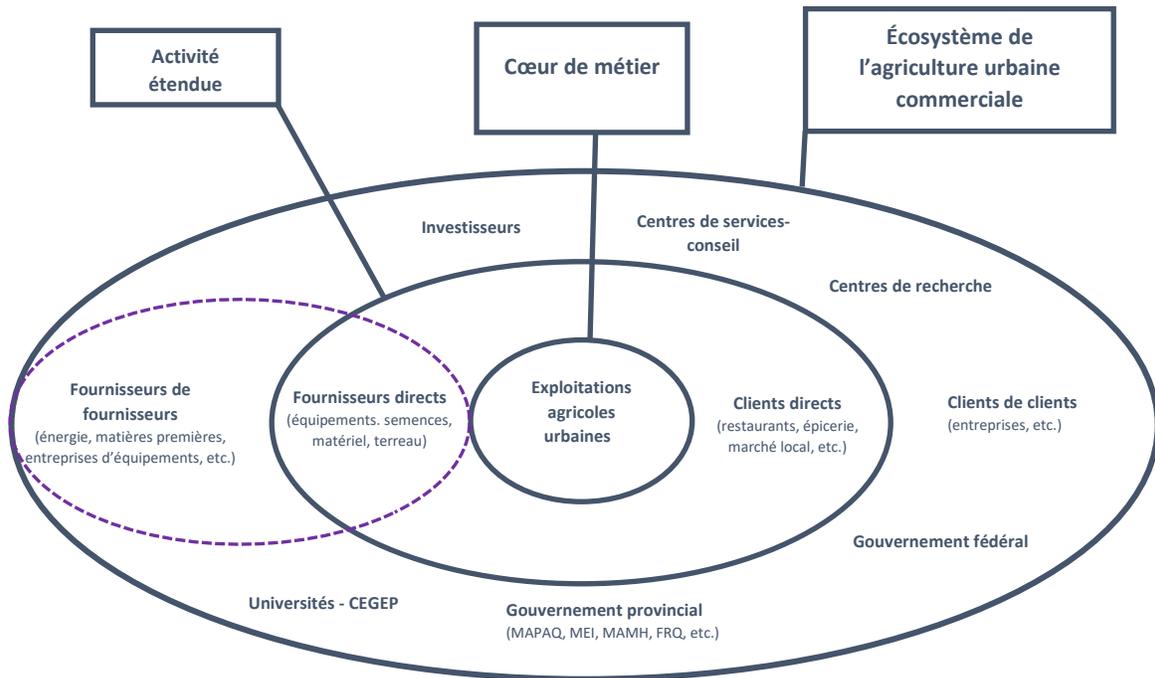
Note : ¹ Estimé, voir section 1; ² pour le calcul du nombre d'emplois nous avons retiré une entreprise de l'échantillon qui déclare 77 emplois. Cette entreprise amenait un biais important pour l'estimation des emplois totaux. ³ (19 entreprises X ratio) + (1 entreprises X 77 emplois)

¹³ en considérant une moyenne de 1,4 emplois par entreprises agricoles au Québec, 42 000 emplois pour 29 000 ferme

Emplois indirects

L'emploi directement généré par l'activité agricole urbaine commerciale n'est pas le seul à prendre en compte si on veut comptabiliser l'ensemble des emplois lié à cette activité. En effet, chaque emploi direct induit d'autres emplois auprès de fournisseurs du Québec, tels que les fournisseurs d'équipements et d'installation de systèmes aquaponiques ou hydroponiques, les fournisseurs de substrat, de serres, de ruches, de terreau, de semences, etc. Les emplois générés auprès des fournisseurs de produits intermédiaires sont des emplois indirects non reliés directement à l'activité agricole. Les activités des fournisseurs génèrent à leur tour des emplois auprès de leurs fournisseurs d'énergie, de matières premières, des producteurs d'équipement et ainsi de suite.

Figure 4. Écosystème d'affaires pour l'activité agricole urbaine commerciale du Québec.¹⁴



¹⁴ Inspiré de James F. Moore (1996), *The death of competition: leadership and strategy in the age of business ecosystems*, Wiley, United States, ISBN 0471968102

Afin d'estimer les emplois indirects induits par les entreprises agricoles urbaines du Québec de l'étude on utilise les multiplicateurs d'entrées-sorties calculés par Statistique Canada pour le secteur agricole et pour le niveau provincial (Tableau 9). Ces multiplicateurs s'interprètent comme le nombre d'emplois directs et indirects générés dans la province à la suite d'une hausse de 1 million de dollars de la production de l'activité urbaine commerciale. Ils sont donnés pour quatre sous-classes du secteur agricole de la classification SCIAN. A titre d'exemple, une augmentation de 1 million de \$ dans l'activité de culture en serre et en pépinière et floriculture (dans laquelle nous intégrons l'horticulture à l'intérieur) permet de générer 13,84 emplois au sein de cette activité et 17,1 emplois dans l'économie de la province du Québec, ce qui se traduit par 3 emplois induits. En termes de proportions, pour chaque million de \$ supplémentaire de production, chaque emploi direct génère $(17,1/13,84) - 1 = 0,24$ emplois indirects.

Tableau 9. Multiplicateur d'emplois et emplois indirects générés par les activités urbaines commerciales.

	Effets sur l'emploi par million de dollar de production		Multiplicateur d'emplois
	Directs	Directs + indirects	
Culture en serre et en pépinière et floriculture (Horticulture urbaine à l'intérieur)	13,84	17,10	1,24
Cultures agricoles, sauf culture en serre et en pépinière et floriculture (Horticulture urbaine à l'extérieur)	5,79	9,29	1,60
Élevage, aquaculture	7,86	10,71	1,36
Élevage, sauf aquaculture (apiculture et insectes)	7,57	12,80	1,69

Pour l'ensemble des 72 entreprises agricoles urbaines de l'étude, le nombre d'emplois indirects créé est de 196. Ceux-ci s'ajoutent aux 422 emplois directs liés aux entreprises agricoles urbaines étudiées, pour un total de 618 en emplois directs et indirects avec une part de l'emploi indirect de plus de 32%.

N'ayant pas la répartition par type de production des emplois des 721 entreprises agricoles du Québec nous ne pouvons estimer précisément le nombre d'emplois indirect de celles-ci. On peut seulement estimer que ceux-ci situeraient entre 242 et 696 emplois indirects, selon le multiplicateur utilisé.

Tableau 10. Emplois indirects et directs des 72 entreprises agricoles urbaines de l'étude.

	Nombre d'entreprises	Emplois directs	Multiplicateurs	Emplois indirects	Emplois totaux
Serre sur toit ¹	1	60	1,24	14	74
Maraichage intérieure	11	17	1,24	4	21
Maraichage au sol ¹	20	185	1,60	111	296
Maraichage sur toit	4	13	1,60	8	21
Micropousses	14	50	1,24	12	62
Champignonnière	5	28	1,24	7	35
Aquaculture	2	5	1,36	2	7
Insectes	9	22	1,69	15	37
Apiculture	6	42	1,69	29	71
Total	72	422		202	624

Dans cet estimé, nous ne tenons pas compte de l'apport en travail des 257 bénévoles comptabilisés au niveau des 35 entreprises enquêtées.

COMPARAISON AVEC BRUXELLES-CAPITAL, FRANCE ET VANCOUVER

Indiscutablement, le Québec est pionnier le développement de l'agriculture urbaine commerciale. En effet, l'avènement des premières exploitations remonte au début des années 1990 et depuis cette date, leur nombre ne cesse d'augmenter avec un taux de croissance de plus de 30% par an.

Comparativement à la région de Bruxelles ou de la France, on constate que le secteur des entreprises agricoles urbaines du Québec se démarque et ce tant en nombre d'entreprises, en nombres d'emplois, qu'en revenu généré. En fait, le Québec se compare avantageusement à la France, si on prend les 72 entreprises de cette étude et la dépasse largement si on considère l'ensemble des entreprises agricoles urbaines du Québec

À Bruxelles, c'est à partir de 2010 que les exploitations agricoles urbaines commerciales se sont multipliées et plus particulièrement entre 2015 et 2018. Le nombre de fermes maraîchères est passé de 16 à 32. Comparativement dans la région de Montréal, selon la base de données du MAPAQ on recense 19 entreprises agricoles urbaines en production végétale. Des champignonnières urbaines, des entreprises de micropousses, des fermes maraîchères sur toit se sont aussi développées.

Comme dans la région de Bruxelles, à Vancouver, les premières exploitations agricoles urbaines commerciales ont fait leur apparition au milieu des années 2000, mais elles ont particulièrement augmenté entre 2010 et 2013. Selon le recensement vancouverois de 2016, le nombre d'entreprises agricoles urbaines s'est établi à 13 dans cette ville. Soit une augmentation de 3 par rapport à 2013. A Montréal, le nombre d'entreprises agricoles urbaines était de 36 en 2019, soit près de 3 fois supérieurs.

C'est au Québec que les exploitations créent le plus d'emplois, avec un rapport emplois/nombre d'exploitations de 5,8, alors que ce dernier n'est que de 2,7 à Vancouver et de 1,9 Bruxelles. À Vancouver les coûts de main d'œuvre sont élevés (variant entre 11 et 23 \$ l'heure mais moins élevés que ceux des autres secteurs) et se traduisent par un rapport masse salariale/chiffre d'affaires égal à 90%. De plus, dans cette région, l'emploi créé est concentré à raison de 74% dans 4 exploitations seulement. Les entreprises agricoles vancouveroises mettent à contribution pas moins

de 308 travailleurs bénévoles offrant jusqu'à 9000h de travail. Au Québec, quelques exploitations ont recours au bénévolat tandis que d'autres font appel aux travailleurs à temps partiel et à des saisonniers.

Tableau 11. Agriculture urbaine commerciale au Québec, à Vancouver et Bruxelles.

	Québec		France ¹	Bruxelles (Région) ²	Vancouver ³
	Étude	Total			
Nombre d'entreprises agricoles urbaines	72	721	80	32	13
Emploi direct	422	1431	575	61	35
Bénévoles	257	n.d.	n.d	n.d	308
Superficie totale	34 ha	6 700 ha	76 ha	11 ha	3 ha
Revenus des exploitations	17 M\$	250 M\$	n.d	450 000\$	750 000 \$

¹ Selon l'Association française d'agriculture urbaine professionnelle (AFAUP). Ces données intègrent aussi des entreprises de services qui ne sont pas des entreprises agricoles au sens de la présente étude, ² Boutsen, R., N. Maughan et M. Visser (2018), *Évaluation de la production agricole primaire professionnelle en Région de Bruxelles Capitale. Laboratoire d'Agroécologie de l'ULB*. Cette étude porte uniquement sur les maraichers urbains; ³ *Vancouver Urban Farming Census. 2014 to 2016*

LES ENTREPRISES AGRICOLES URBAINES AU QUÉBEC : POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT EN EMPLOIS ET REVENUS POUR 2025

Les entreprises agricoles urbaines dans les créneaux de production en émergence et dans des secteurs innovants sont encore jeunes et recèlent un large potentiel de développement. En outre, ce secteur est en croissance de plus de 30 % par an depuis 10 ans.

Scénario de croissance 1 – projection basse

Partant des réponses obtenues auprès des entreprises agricoles urbaines enquêtées quant à leur prévision de développement, tout en considérant que leur croissance prévue se concrétise et se maintienne¹⁵, on estime que le revenu des entreprises agricoles passera de 17 M\$ en 2019 à 33,6 M\$ en 2025. Considérant que le revenu des 721 entreprises agricoles urbaines de la base de données restera stable sur la même période, la part de ces entreprises agricoles sur l'ensemble du revenu généré dans ce secteur passera de 7 à 14%.

En ce qui concerne, les emplois directs et indirects, il se créerait plus de 2 719 emplois.

Bien entendu ces projections vont dépendre des paramètres mis en place afin de soutenir l'écosystème économique de l'agriculture urbaine commerciale. Elles se basent aussi sur l'ouverture de nouvelles exploitations agricoles pour les entreprises étudiées, particulièrement de nouvelles fermes maraichères sur toit. Elle ne considère aussi aucune augmentation de la productivité du travail dans les entreprises agricoles urbaines.

Actuellement, il y a de nombreux projets de plusieurs hectares de production sur toit de planifiés pour les 2 à 3 prochaines années. De nombreuses exploitations de production de légumes en intérieur ou en serre sont aussi prévues par des entreprises actuellement en activités (estimation de plus de 5 ha de production planifiée). Donc ce scénario nous semble relativement réaliste.

¹⁵ Les taux de croissance globaux prévus par les entreprises sont de 1,44 pour l'horticulture, 1,5 pour l'apiculture et l'aquaculture et de 1,43 pour l'élevage d'insectes.

Tableau 12. Potentiel de revenus et des emplois sur 6 ans, considérant les 72 entreprises agricoles de l'étude.

	Horticulture	Élevage			Total
	Maraichage, micropousses, champignons	Insectes	Apiculture	Aquaculture	
Nombre d'exploitations	55	9	6	2	72
Revenu					
Revenu potentiel moyen estimé pour 6 ans	25 322 306\$	2 898 646 \$	4 050 000 \$	1 350 000 \$	33 620 951 \$
Emplois					
Potentiel emplois directs	1 800	219	6		2 025
Potentiel indirects	611	79	4		694
Total	2 411	298	10		2 719

Scénario de croissance 2 - projection haute

Hors la croissance des entreprises actuellement en activité, nous pouvons établir un scénario basé sur la croissance du nombre d'entreprises en estimant que le taux de croissance du nombre d'exploitations d'entreprises agricoles urbaines va se poursuivre.

Dans un tel cas le nombre d'entreprises agricoles urbaines dans des créneaux en émergence ou dans des secteurs innovants passerait de 72 à 360 entre 2019 et 2025. Le revenu potentiel attribué à celles-ci seraient de 168 M\$ en 2025. Le nombre d'emplois directs et indirects serait quant à lui de 13 596 emplois en 2025.

Bien entendu un tel scénario implique que le marché des consommateurs n'atteint pas un niveau de saturation. Ce scénario, nous semble une projection haute. Par exemple, il existe actuellement 32 entreprises agricoles urbains d'élevage d'insectes en Europe et en Amérique du nord, il semble peu probable que le Québec comptera 45 exploitations en 2025. Nous assisterons plutôt à une consolidation du secteur avec des entreprises plus grosses. On remarque déjà ce phénomène en Europe.

Tableau 13. Croissance des exploitations et des revenus sur 6 ans.

	Horticulture	Élevage			Total
	Maraichage, micropousses, champignons	Insectes	Apiculture	Aquaculture	
Nombre d'exploitations	275	45	30	10	360
Revenu					
Revenu potentiel moyen estimé pour 6 ans	126 611 528 \$	14 493 229 \$	20 250 000 \$	6 750 000 \$	168 104 756 \$
Emplois					
Potentiel emplois directs	9 000	1095	30		10 125
Potentiel indirects	3 056	394	21		3 471
Total	12 056	1 489	51		13 596

FINANCEMENTS EN CAPITAL DE RISQUE À TRAVERS LE MONDE POUR LES FERMES URBAINES

Actuellement, les investissements majeurs dans les projets de fermes urbaines se font surtout aux États-Unis et en Europe (Tableau 14). Ceux-ci propulsent le développement de projets d'envergure, tels que Freight farms, Bowery Farm, Aerofarm, Plenty, Ynsect ou Infarm. Au Canada, malgré nos recherches exhaustives et la consultation d'autres experts canadiens, seulement quatre projets semblent avoir profité d'investissements privés importants¹⁶, soit les Fermes Lufa (10M\$CAN sur 7 ans, dont une grande majorité dans les dernières années et sous forme de prêts), Entomo Farm (1M\$CAN et un investissement non connu de l'entreprise Maple Leaf), Ripple Farms et Elevate Farm.

Selon les informations disponibles, entre 2016 et 2017 le financement des fermes urbaines par du capital de risque aurait augmenté de 650 % passant de 36 M\$US à 271 M\$US. Les levées de fonds par du socio-financement des fermes intérieures auraient quant à eux augmentées de 900% passant de 2,8 M\$US 28 M\$US. Mais avec les levées de fonds, après 2017, par des fermes comme Plenty, Bowery Farm ou Ynsect, ces montants ont plus que doublé. Cela n'est toutefois pas sans risque, car certaines fermes ont fait faillite, mais encore une fois le manque de recherche dans le domaine et de collecte de données fiables laisse les bailleurs de fonds et les décideurs dans le brouillard.

Les experts estiment que le marché de ces fermes intérieures va devenir un marché mondial de plus 6,4 milliards de dollars en 2023¹⁷. Il y a déjà plus de 240 fermes intérieures au Japon et plus de 50 aux États-Unis. Au Québec, quelques projets comme Nova Farming, Aqua Verti et La boîte maraichère émergent. Il y a aussi Inno-3B qui lui se spécialise dans l'automatisation et le développement de technologies ou encore Sollum qui développe des systèmes d'éclairage adaptés. Et il y a évidemment les Fermes Lufa.

Toutefois, cet écosystème reste très fragile et l'innovation demande des soutiens importants pour une participation des Fermes urbaine à l'autonomie alimentaire du Québec, au développement d'un savoir-faire pouvant s'exporter et aux développements technologiques.

Ce type d'investissements en projets innovants sert à la production alimentaire, mais également au développement de nouvelles technologies pouvant par la suite être intégrées dans les systèmes de production nationale, ou bien pour leur exportation. De

¹⁶ Cela ne tient pas compte de l'investissement réalisé directement par les entrepreneurs.

¹⁷ Propos recueilli par la BBC auprès de Jeffrey Landau, Director of business development, Agritecture Consulting

plus, ce développement sert au perfectionnement de ressources humaines compétentes en techniques de production alimentaire, en création de systèmes automatisés, ou en ingénierie.

Tableau 14. Financement de capital-risque (en majorité) dans des fermes urbaines dans le monde.

Pays	Montant ¹	Type de ferme
Canada		
Fermes Lufa (Québec)	10 M\$ ²	Serres sur Toit
Entomo Farm (Ontario)	1 M\$ (2015) ³	Intérieur - Insecte
Elevate Farm (Ontario)	1,8 M\$US	Intérieur - hydroponie
Ripple Farms	2,75 M\$CAN	Intérieur - aquaponie
Aux États-Unis		
Square Roots Grow	5,4 M\$US	Intérieur – conteneurs
Bowery Farm.	117 M\$US	Intérieur – hydroponie
Aerofarm	238 M\$US	Intérieur – hydroponie
BrightFarms	55 M\$US	Serres - hydroponique
80 acres Farms	55 M\$US	Intérieur – hydroponie
Plenty Farming	200 M\$US.	Intérieur - hydroponie
Gotham Greens	\$30,1M	Serres (toit et sols) - hydroponie
Brooklyn Grange	\$600 000 ⁴	Ferme maraichère sur toit
Exo	4 M\$US	Insectes
En Europe		
Agricool	42 M\$US	Intérieur – conteneurs
BIGH	5,1 M\$US	Serre sur toit - aquaponie
InFarm	134,5 M\$US	Intérieur – modules
UpCycle	2,7 M€	Intérieur – champignons
Ynsect	110 M€	Intérieur - insectes
Entomo Farm (France)	4,2 M€	Intérieur - insectes
GrowUp	1,1 M€	Intérieur - Greens
Urban Farmers (Faillite)	6,2 M\$	Intérieur - aquaponie
Harvest Urban Farms (Faillite)	3 M\$	Intérieur - aéroponie

Notes : ¹ Une grande majorité de l'information provient CrunchBase, mais les données ont été validées par d'autres sources, ² Les investissements de Lufa sont avant tout du financement provenant des associés aux projets et un prêt de 3M\$ du Fonds de solidarité FTQ, ³ Maple Leaf Foods a participé à l'entreprise en 2019 avec un financement non dévoilé, ⁴ Le financement de Brooklyn Grange provient de la ville de New York et non de fonds privés.



Carrefour de recherche, d'expertise
et de transfert en agriculture urbaine

CRETAU
